

Ce qu'il reste à faire, après l'accord de Paris sur le climat

<http://ideas4development.org/ce-qui-reste-a-faire-apres-laccord-de-paris-sur-le-climat/>



[Amy Dahan Dalmedico](#)

Directrice de recherche au CNRS et spécialiste du changement climatique

Quels sont les enseignements à tirer de l'accord négocié à Paris durant la Conférence sur le climat (COP 21) ? Entretien avec Amy Dahan Dalmedico, directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et spécialiste du changement climatique.



© Foundation for Environmental Education 2015

Comment analysez-vous l'accord de Paris sur le climat ?

Dans [le monde tel qu'il est, avec ses égoïsmes, ses intérêts nationaux et ses forces d'obstruction](#), nous avons le meilleur accord possible. Dans la mesure où il n'est pas contraignant, il ne faut pas croire que ses résultats sont garantis si on ne l'accompagne pas, si les sociétés civiles et les acteurs étatiques les plus déterminés, en Europe notamment, n'agissent pas plus énergiquement.

Cet accord comporte des éléments encourageants, mais sacrifie néanmoins deux aspects importants. Les actions d'ampleur à mener à court terme du côté des pays émergents. Les promesses de ces derniers sont trop modestes et pour eux, l'examen des émissions de gaz à effet de serre ne commencera vraiment qu'entre 2023 et 2025. D'ici là, les pays sont bien sûr invités à agir, mais on n'examinera les résultats de leurs politiques qu'après 2020. C'est dommage, de mon point de vue de scientifique, car nous savons qu'en matière de climat, tout est irréversible. Plus tôt nous agissons, et plus nous avons de chances d'inverser les tendances.

Sur le long terme, beaucoup d'aspects restent tabous, tels que le moment où il faudra nous passer des [énergies fossiles](#). Les pays producteurs de pétrole ne veulent pas envisager cette étape, et

les négociateurs ont trouvé des formes d'écriture très alambiquées, pour dire qu'il faudra « absorber ce qu'on émet ». Or, les technologies qui nous permettraient d'absorber les émissions de carbone à ce jour n'existent tout simplement pas ! Aucune véritable stabilisation du climat n'est donc en vue.

Pour conclure, je me réjouis du fait que [la conscience du problème climatique augmente dans le monde](#), mais **je m'inquiète de l'absence de [vision claire de la transformation à venir](#)**, qui sera colossale.

Avoir fait passer l'objectif de 2 à 1,5 degré Celsius d'ici 2100 pour le réchauffement climatique, n'est-ce pas une avancée ?

Les pays développés ont accepté cet objectif, pour lequel les pays en développement les plus vulnérables ont milité. **Il ne me paraît cependant pas réaliste**. Pour l'atteindre, tous les scientifiques vous diront qu'il faut des efforts massifs et immédiats. Précisément, nous n'avons que cinq années devant nous à la hauteur des émissions actuelles. Ensuite, il faudrait les réduire drastiquement. Force est de constater qu'il existe toujours un divorce entre les mots sur le papier et ce que nous allons vraiment faire. C'est regrettable.

Pourquoi un prix n'a-t-il pas encore été fixé au carbone ?

Aucun consensus n'existe sur cette question. Des climatologues comme l'Américain [James Hansen](#) plaident pour une taxe sur le carbone aux Etats-Unis, en Europe et en Chine. Quelque 200 experts et économistes proches du Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (GIEC) ont signé [une proposition un peu différente](#), qui consisterait à fixer un prix directeur du carbone de façon à garantir les emprunts bas carbone, moins rentables que les investissements spéculatifs actuels. Or, beaucoup d'argent circule dans le monde ! **Il faudra fixer un prix au carbone, si nous voulons [déplacer des masses financières importantes des investissements sur les énergies fossiles vers les énergies renouvelables](#)**, avec les garanties des Etats et des banques centrales.

Les lobbies pétroliers restent-ils très puissants ?

Le climat n'est pas seulement un problème environnemental, mais un rapport de force international qui doit tenir compte des problèmes d'énergie et d'hégémonie. Tout le monde a pu observer les manœuvres d'obstruction de l'Arabie saoudite durant la discussion et à un moindre degré celles de la Russie. Les autres pays du Nord ne refusent pas d'envisager l'après-pétrole et recherchent le compromis. Ils ont concédé un objectif de 1,5 degré Celsius aux pays pauvres et en développement, très vulnérables face au changement climatique. Cet objectif est écrit, mais il ne coûte pas cher, puisqu'il n'existe aucune possibilité de recours juridique devant un éventuel tribunal sur le climat. En outre, cet objectif n'est pas accompagné par un programme de financements adéquat.

La question des financements trouve-t-elle des solutions au fur et à mesure des COP ?

La promesse des pays développés de dégager 100 milliards de dollars par an de financements « climatiques » en faveur des pays en développement, faite à Copenhague en 2009, n'est pas encore prise en mains. Elle a été répétée à Paris, mais de façon encore plus vague. Auparavant, il était question d'alimenter le [Fonds vert](#) pour le climat à partir de 2020. Désormais, il est plutôt question d'un mécanisme à mettre en place pour contrôler l'argent qui est déjà donné – les 62 milliards de financements évoqués par un rapport de l'OCDE, sur un mode de calcul contesté par les pays en développement. Un nouveau mécanisme situé hors de l'OCDE, sous tutelle onusienne, est en vue pour 2025, de manière à allouer le minimum promis, 100 milliards de dollars par an.

Autrement dit, on ne sait pas très bien qui va contrôler ces montants, qui vont s'avérer encore plus flous. Concrètement, [l'Inde](#) pourrait ne pas utiliser massivement son charbon pour son développement, mais cet effort nécessite des investissements auxquels les pays du Nord et la finance mondiale doivent participer. **L'accord sur le climat souffre encore d'une grande impréparation sur la question des financements.**

Vous plaidez pour une autre gouvernance face au climat. Le nouveau mécanisme dont il est question pour veiller aux financements verts ne va-t-il pas dans la bonne direction ?

C'est un signe encourageant, mais les efforts restent trop lents. Voilà plus de vingt ans, depuis le sommet de Rio en 1992, que nous sommes dans le piétinement et le report des échéances. Le climat représente une course de vitesse. Des mécanismes peuvent se mettre en place, mais il faut les doubler d'initiatives à géométrie variable qui accélèrent le mouvement. **La France a par exemple promis de réunir les pays de plus grande ambition qui veulent aller plus vite.** L'alliance que le Premier ministre de l'Inde a annoncée dans le solaire, sur le plan industriel, mérite d'être accompagnée.

Les négociations sur le climat sont-elles un bon révélateur de la mutation des rapports Nord-Sud ?

Nous observons en effet un prolongement factice de la division Nord-Sud dans les termes où elle avait été énoncée à Rio en 1992, avec les pays qui figuraient en « Annexe 1 » parce qu'ils ont une responsabilité historique dans les émissions de gaz à effet de serre, et ceux qui n'y figuraient pas. Depuis, le Sud a changé, qu'on le veuille ou non ! Se retrouvent ainsi dans le Groupe des 77 plus Chine, des pays tels que l'Arabie Saoudite, l'Inde, la Malaisie ou les petites îles qui ont des intérêts très différents. D'où les fortes dissensions internes observées à l'intérieur de ce groupe. Par ailleurs, le groupe africain forme un bloc plus uni, ce qui est nouveau, et pèse d'un certain poids. **La géopolitique du climat a profondément évolué. Perpétuer l'ancien clivage n'est qu'un leurre.**

Quid de la Chine ?

C'est un partenaire crucial, la seconde puissance mondiale et le leader des pays en développement. D'où sa position très complexe. Depuis un an, [les autorités de Pékin montrent des signes plus positifs de bonne volonté](#). Elles veulent cependant rester libres de leurs choix, car elles ne savent pas quel sera le contexte économique mondial dans quinze ans. N'oublions pas qu'en cinq ans, les Etats-Unis ont complètement changé de situation : ils ont beaucoup moins besoin du pétrole du Moyen-Orient parce

qu'ils ont développé le gaz de schiste. Un développement accéléré que personne n'avait vu venir. **Les situations peuvent évoluer très vite. Il ne faut pas penser que tout est verrouillé jusqu'à la fin du siècle.**

Quelles seraient vos recommandations pour mieux agir face au défi climatique ?

Je partirai plutôt d'un constat : le climat pour le moment n'est pas considéré comme un enjeu prioritaire par les instances internationales. Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale continuent de financer des programmes basés sur l'exploitation des énergies fossiles. On continue d'agir en fonction de logiques économiques étrangères au climat. **L'effort à engager est six à huit fois plus important que les 100 milliards promis pour les pays en développement d'ici 2020.** Ces 100 milliards, qui paraissent énormes, représentent en réalité très peu, pour adapter les pays les plus vulnérables au changement climatique et susciter un développement bas carbone dans les économies émergentes. **Un immense gouffre existe entre l'argent qui continue à être investi dans les mauvaises directions et les sommes consacrées à « l'économie verte ».**

La négociation ne porte pas sur ces choix, malheureusement. Il n'est pas non plus fait mention dans l'accord des transports, ni aérien, ni maritime, alors qu'ils s'avèrent centraux dans l'effort de réduction des émissions de carbone. **Tant que le climat ne sera pas une question transversale abordée systématiquement dans tous les domaines et toutes les arènes, nous serons confrontés à ce schisme entre les vœux pieux et la réalité.** D'où la nécessité pour nous, les observateurs, les scientifiques et la société civile, de poursuivre le débat et d'être vigilants.